

« Prendre la mesure de la crise du travail en France »

Dans le cadre d'un projet de médiation scientifique du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (Liepp) de Sciences Po, diffusé en collaboration avec « Le Monde », les sociologues [Maëlezig Bigi](#) et [Dominique Méda](#) détaillent les véritables raisons de la dégradation du rapport au travail des Français.

Par [Dominique Méda](#) (professeure de sociologie, directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales/Université Paris Dauphine-PSL) et [Maëlezig Bigi](#) (sociologue, maîtresse de conférences au CNAM)

[Les Français ont-ils mis à distance leur travail en un rien de temps, lors du confinement de 2020 ? Pourquoi l'ont-ils fait ? Ce sont les questions que posent deux sociologues : [Maëlezig Bigi](#) est maîtresse de conférences au Cnam, chercheuse au Lise et affiliée au Centre d'études de l'emploi et du travail. Elle travaille sur la reconnaissance et l'organisation du travail. [Dominique Méda](#) est professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine. Elle dirige l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso) de l'Université Paris Dauphine-PSL.]

C'est sans doute l'une des expressions les plus médiatiques de ces derniers mois : le rapport au travail aurait changé. Les Français ne voudraient plus travailler. La **Grande démission** serait la preuve qu'un gigantesque mouvement de flemme s'est emparé de nos concitoyens. Dans cet article, nous tentons de prendre une perspective un peu longue pour comprendre ce qui a vraiment changé dans notre rapport au travail, nous revenons sur l'importance accordée au travail par les Français et nous mettons en évidence que la question centrale aujourd'hui est celle des **conditions de travail**. Nous invitons ainsi nos lecteurs à prendre la mesure de la grave crise du travail française, qui explique en partie l'intensité des réactions à l'annonce du recul de l'âge légal de la retraite de 62 à 64 ans.

1. Les Français sont-ils paresseux ?

Une note de 2019 ([Goujard, 2019](#)) commentant les résultats de l'OCDE sur le temps de travail (et revenant sur l'idée que les Français seraient ceux qui consacrent au travail le moins grand nombre d'heures par habitant) a été utilisée par certains journalistes comme une nouvelle preuve du fait que les Français seraient paresseux et n'aimeraient pas le travail, confortant ainsi une théorie partagée et diffusée de longue date par certains économistes : celle de la préférence des Français pour le loisir.

C'est pour mettre à l'épreuve cette théorie, et en particulier l'idée selon laquelle les jeunes seraient les plus atteints par cette épidémie de flemme – un autre poncif du discours voudrait en effet que les jeunes soient particulièrement rétifs au travail, matérialistes, incapables d'engagement... – qu'avait été lancé en 2006 un programme de recherche européen, rassemblant sous la direction de Patricia Vendramin six équipes de chercheurs de France, d'Italie, de Belgique, de Hongrie, d'Allemagne et d'Espagne (Dominique Méda, à l'époque directrice de recherches au Centre d'Etudes de l'Emploi était la responsable de la partie française, avec Lucie Davoine et Béatrice Delay).

Nous avons exploité l'ensemble des enquêtes européennes et nationales disponibles sur le sujet et réalisé des campagnes d'entretiens dans nos pays. Nous avons notamment mobilisé

l'enquête sur les valeurs des Européens (European Values Survey) ainsi que l'[International Social Survey Program](#) qui offrent de nombreuses données sur le travail.

Pour les Français le travail est très important

Les résultats étaient clairs et significatifs. Les Français étaient parmi les Européens les plus attachés au travail, près de 70 % d'entre eux affirmant que le travail était très important. Leurs attentes prioritaires à l'endroit du travail pouvaient se décliner autour de trois grands items : bien gagner sa vie ; avoir un travail intéressant ; avoir des relations sociales et une bonne ambiance de travail. Les jeunes étaient encore plus nombreux que les plus âgés à considérer que le travail était très important et leurs attentes – identiques à celles des plus âgés – étaient plus intenses que celles-ci. L'ensemble de ces résultats ont été présentés dans de nombreuses publications (par exemple [Davoine, Méda, 2008](#) ; [Méda, Vendramin, 2010](#) ; [Méda, Vendramin, 2013](#) ; [Méda, 2022](#)).

MÉDA, Le travail, 2022

Si la part des Français déclarant le travail très important baisse (un peu) avec le temps, les Français restent néanmoins parmi les Européens les plus nombreux à déclarer que le travail est très important. En 2017, ils étaient encore 62 % à déclarer que le travail était très important, contre moins de 50 % pour les Danois, les Hollandais, les Allemands ou les Britanniques.

Différentes explications de cette spécificité ont été avancées. Parmi celles-ci le fait que le travail continue à indiquer la place d'un individu dans la société – son statut social –, est apparu assez déterminant. Il est aussi remarquable que cette importance accordée au travail soit le fait de l'ensemble des personnes quel que soit leur statut d'emploi comme le montre le graphique ci-dessous qui concerne la vague 2008 de l'enquête dans laquelle 68 % des Français déclaraient le travail très important.

Il n'y a pas d'épidémie de flemme mais un paradoxe français ancien

Une enquête a récemment été conduite par la Fondation Jean-Jaurès et l'institut Ipsos ([Fourquet, Peltier, 2022](#)), qui a fait grand bruit car elle soutenait que la crise sanitaire avait provoqué une véritable rupture dans le rapport entretenu par les Français avec le travail. En effet, selon cette enquête, les Français ne seraient plus que 24 % à indiquer que « le travail est très important ». D'autres auteurs (que nous) ont souligné combien il était essentiel de ne tirer aucune conclusion hâtive d'un tel chiffre. Dans son article « [La valeur du travail bat-elle vraiment de l'aile ?](#) », Michel Lallement (2023) rappelle par exemple, comme nous, que l'enquête Ipsos n'a pas été menée dans le même cadre ni avec les mêmes méthodes que l'enquête sur les Valeurs des Européens et qu'il est beaucoup trop tôt pour en tirer des conclusions fermes.

Dans tous les cas, le fait que le taux d'emploi n'ait jamais été aussi élevé dans notre pays (du moins depuis que les séries existent) tend à prouver que les Français ne se sont pas détournés du travail et qu'ils ne sont pas « démotivés » ou touchés par « une épidémie de flemme ». La Dares a d'ailleurs mis un point final à ce type d'interprétation en rappelant que ce qui était qualifié de « Grande démission » ne s'apparentait en rien à un refus du travail mais bien plutôt à un refus de conditions de travail trop difficiles puisque les personnes ayant quitté leur emploi en 2022 en ont retrouvé un dans de très brefs délais ([Lagouge, Ramajo, Barry, 2022](#)).

Loin de nous l'idée de soutenir que le rapport au travail n'a pas changé et que la crise sanitaire n'a entraîné aucune réévaluation de sa place dans nos vies. La crise sanitaire a permis à de nombreuses personnes d'opérer un recul sur leur vie, de comprendre l'importance du travail dans celle-ci, de prendre conscience du caractère plus ou moins supportable des conditions d'exercice du travail – ce qui explique l'ampleur des mouvements de main-d'œuvre intervenus lorsque la dynamique de l'emploi a repris après des mois de rétention. Mais ce que nous observons aujourd'hui constitue bien plutôt une accentuation des tendances antérieures qu'une rupture radicale et fondamentale.

En effet, on observait déjà ces tendances dès les premières vagues de l'enquête sur les valeurs des Européens. Comme cela était développé dans « [Place et sens du travail en Europe : une spécificité française](#) », ce qui pouvait de prime abord apparaître comme un véritable paradoxe français était à l'œuvre. Dans la vague 1999 de l'enquête, les Français étaient en effet 68 % à indiquer que le travail était « très important » mais ils étaient aussi les plus nombreux parmi les Européens (65 %) à souhaiter que le travail prenne moins de place dans leur vie.

MÉDA,
2008

Il n'est pas impossible que ce jugement ait été fortement influencé par le contexte de l'époque : le débat sur la réduction de travail battait en effet son plein. Malheureusement, cette question a été supprimée du questionnaire de la vague suivante. Une autre enquête permet néanmoins de mettre en évidence qu'il ne s'agit en réalité pas d'un paradoxe et que la coexistence de fortes attentes placées sur le travail et du souhait que celui-ci prenne moins de place peut tout à fait s'expliquer.

En 2003, une enquête intitulée « [Histoire de vie/Construction des identités](#) », conçue et portée par l'INSEE et l'INED, destinée à analyser les différents types de liens sociaux avait été passée auprès d'un échantillon représentatif de 8 400 personnes. Plusieurs questions permettaient de comprendre la place occupée par le travail. L'une d'elles était ainsi formulée : « *actuellement diriez-vous que dans votre vie en général, votre travail : 1. Est plus important que tout le reste 2. Est très important, mais autant que d'autres choses (vie familiale, vie personnelle, vie sociale, etc.) 3. Est assez important, mais moins que d'autres choses (vie familiale, vie personnelle, vie sociale, etc.) 4. N'a que peu d'importance.* »

Si 3,6 % des personnes interrogées choisissent le premier item, et 5,4 % le dernier, 25 % choisissent le deuxième et 66 % le troisième. Les deux tiers des personnes interrogées indiquaient donc que le travail est important mais moins que d'autres choses, rejoignant ainsi les résultats de l'enquête sur les valeurs des Européens : le travail est important mais il ne doit pas occuper toute la place. Ces résultats ont été commentés dans le numéro spécial d'*Economie et statistique* consacré à la présentation des résultats de cette enquête ([Garner, Méda, Senik, 2006](#)).

On voit bien ici que le souci de circonscrire la place du travail n'est pas nouveau et qu'il y a donc moins une rupture radicale avec le passé qu'une accentuation des tendances antérieures. Il n'en reste pas moins que ces résultats peuvent apparaître comme un paradoxe : comment expliquer la coexistence d'un véritable plébiscite du travail et d'une aspiration à ce que sa place soit réduite ?

L'aspiration à une meilleure conciliation entre vie professionnelle, personnelle et familiale

À l'époque où ce paradoxe avait été mis au jour, deux explications avaient été proposées, toujours valables. La première concerne l'aspiration à mieux concilier vie professionnelle,

familiale et personnelle dont nous venons de voir l'expression dans l'enquête « [Histoire de vie/Construction des identités](#) ». Les Français sont attachés au travail, placent sur lui d'énormes attentes, souhaiteraient pouvoir s'exprimer et s'épanouir grâce au travail. Mais cela ne fait pas obstacle au fait qu'il existe d'autres manières de se réaliser, de s'exprimer, de faire société. La famille fait partie des domaines particulièrement appréciés : dans les enquêtes sur les valeurs des Européens la famille vient toujours en premier, et de loin. Elle apparaît comme « le pilier des identités » ([Houseaux, 2003](#)).

Depuis une trentaine d'années on voit régulièrement monter dans les enquêtes, chez les femmes mais également de plus en plus chez les hommes, cette aspiration à une meilleure conciliation notamment entre vie professionnelle et vie familiale. On sait que lorsqu'il y est fait obstacle, l'accès à l'emploi des femmes est plus difficile. Nombreuses sont les enquêtes qui mettent en évidence que, notamment dans les couples bi actifs, le manque de temps pour la famille est fortement ressenti ([Garner, Méda, Senik, 2005](#) ; [Bentoudia, Razafindranovona, 2020](#)), et que le travail empiète trop souvent sur le temps familial ([Méda, Orain, 2002](#)).

Mais la principale explication du paradoxe français concerne les conditions de travail. La France est un des pays où le fossé entre les très fortes attentes placées sur le travail et la réalité des conditions d'exercice du travail est le plus grand. Des attentes peut-être trop élevées viennent en quelque sorte se fracasser sur la réalité du travail.

2. Prendre la mesure de la crise du travail en France

Dans les travaux cités ci-dessus, les mauvaises conditions de travail en France apparaissent déjà comme une des principales explications du paradoxe français : « *La France apparaît mal placée, en Europe, du point de vue de la perception par les salariés de leurs conditions de travail, de la sécurité de l'emploi et des aspects matériels de leur travail. Il en résulte une forte insatisfaction qui pourrait être à l'origine, pour une partie de la population, d'un certain retrait vis-à-vis de la sphère du travail* » ([Davoine, Méda, 2008](#)). L'ISSP mettait déjà en évidence la manière dont le travail était source de stress en France plus que dans d'autres pays, mais aussi dont il était considéré comme épuisant, mal payé, et ne débouchant que sur de faibles chances de promotions. Les graphiques suivants sont extraits de [Davoine, Méda, 2008](#).

Depuis, les nombreuses vagues des enquêtes « *Conditions de travail* » française et européenne sont venues confirmer ces résultats.

En effet, à côté de l'enquête française, qui existe depuis 1978 et concerne aujourd'hui 25 000 actifs occupés, l'enquête européenne sur les conditions de travail propose depuis 1990 une vue d'ensemble des conditions de travail en Europe. L'enquête française met en évidence une dégradation du travail depuis plusieurs décennies : après une pause entre 1998 et 2005, le processus d'intensification du travail a repris rendant le travail de plus en plus difficile à supporter pour de nombreuses personnes. La vague 2019 a mis en évidence que pour 37 % des actifs occupés français leur travail était « *insoutenable* » ([Béatrix, 2023](#)). Source : Conditions de travail

Les vagues précédentes de l'enquête européenne avaient déjà mis en évidence cette forte dégradation des conditions de travail françaises ([Greenan, Seghir, 2018](#)). La dernière, passée en 2021 auprès de plus de 71 000 actifs occupés résidant dans 36 pays confirme ces résultats et permet de faire de précieuses comparaisons. Elle donne la possibilité de prendre la mesure de la grave crise du travail française. Dans l'impossibilité de présenter les résultats des 36

pays, nous avons choisi de présenter la situation française en regard de trois autres pays, l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas ainsi que de la moyenne de l'UE 27 (ces résultats ont été présentés pour la première fois dans [Méda, Bigi, Parent-Thirion, 2023](#)).

Des contraintes physiques et psychiques plus fortes qu'ailleurs

Alors que quatre critères de pénibilité ont été supprimés en 2017 par les ordonnances Travail (port de charges lourdes, postures douloureuses, produits chimiques et vibrations), la France apparaît particulièrement à la traîne en matière de contraintes physiques supportées au travail en particulier sur ces fameux critères. Sur les quatre items particulièrement représentatifs d'une forte pénibilité physique, elle fait systématiquement pire non seulement que ses voisins allemands, danois et néerlandais, mais aussi que l'UE 27. Aux contraintes physiques qui ont peu diminué depuis une vingtaine d'années s'ajoutent désormais des contraintes émotionnelles particulièrement fortes et des discriminations plus marquées, notamment pour les femmes.

De fortes exigences, un faible soutien et une faible participation aux décisions

La pénibilité du travail est renforcée par les caractéristiques de l'emploi : les Français travaillent plus que les autres et plus que la moyenne européenne dans des délais très stricts et très courts.

Alors que l'appartenance à un collectif de travail et le soutien apporté par l'équipe sont capitaux dans la capacité à supporter son travail, le soutien accordé aux travailleurs français par leurs collègues de travail apparaît particulièrement faible :

L'enquête française sur les conditions de travail mais aussi des enquêtes sur de plus faibles échantillons et procédant par entretiens (par exemple celle que nous avons menée en 2015 auprès d'une douzaine d'entreprises et dont nous avons publié les résultats dans [Travailler au XXI^e siècle. Des salariés en quête de reconnaissance](#)), l'avaient déjà mis en évidence : les travailleurs français accèdent peu à la parole dans leur travail. Ils sont très peu consultés avant que des objectifs de travail leur soient fixés et ne peuvent que rarement influencer les décisions qui sont importantes pour leur travail.

Contrairement aux clichés sur la flemme, il n'est pas rare que les Français viennent travailler sur leur temps libre pour répondre aux exigences de leur travail. Plus d'un tiers d'entre eux ont travaillé alors qu'ils étaient malades.

Exploitant la vague 2015 de cette enquête européenne sur les conditions de travail, Agnès Parent-Thirion et ses collègues avaient déjà mis en évidence la plus forte présence dans les pays nordiques d'organisations du travail dites « *apprenantes* », caractérisées par une plus grande autonomie au travail, une plus forte participation des travailleurs aux décisions concernant leur travail et... un plus fort bien-être au travail ([Eurofound, 2020](#)). À la recherche des variables clés expliquant cette situation, ils en avaient trouvé une seule : la forte présence syndicale.

Un travail qui menace la santé et n'est pas reconnu à la mesure des efforts consentis

Les Français apparaissent minés, psychologiquement et physiquement et, plus que leurs voisins européens, perçoivent le travail comme une menace pour leur santé.

La présence syndicale favorise l'émergence d'organisations plus collaboratives améliorant le bien-être au travail.

Ils sont d'ailleurs très nombreux à déclarer avoir souffert de problèmes de santé physiques ou psychiques au cours des 12 derniers mois. Près d'un actif occupé sur deux en France déclare souffrir d'anxiété tandis qu'ils et elles ne sont que 7,6 % dans ce cas au Danemark.

Enfin, et c'est également un résultat qui ne fait que confirmer des enquêtes précédentes, les Français sont parmi les moins nombreux à considérer que leurs efforts et leur travail sont reconnus à leur juste valeur. Mais l'écart avec nos voisins apparaît très important.

Dans l'index de qualité de l'emploi qui synthétise ces résultats, et qui met en regard les exigences imposées aux travailleurs et les ressources et soutiens dont ils disposent pour y faire face, la France apparaît finalement en queue de peloton avec une proportion de 39 % de Français se trouvant dans un emploi « tendu » contre 22 % au Danemark, 22,66 % aux Pays-Bas, 23,86 % en Allemagne et 30,27 % dans l'Union européenne à 27.

Conclusion

L'ensemble de ces résultats met en évidence la **très médiocre situation dans laquelle les Français vivent leur travail**. Il importe désormais de trouver les remèdes à celle-ci. Comme l'indique Agnès Parent-Thirion au nom de l'équipe d'Eurofound présentant les résultats de la vague 2021 de l'enquête européenne, *« l'une des principales leçons tirées de l'analyse des enquêtes européennes est que le fondement d'une bonne vie professionnelle reste le même qu'avant la pandémie : la qualité du travail et de l'emploi »*. Il importe aussi de mettre au centre des réflexions la question de l'organisation du travail comme l'ont fait récemment Thomas Coutrot et Coralie Perez dans [*Redonner du sens au travail*](#).

Le **déni de reconnaissance** dont semblent particulièrement victimes les travailleurs français et que nous avons analysé dans [*Travailler au XXIème siècle*](#) doit être mis en lien avec des **modèles socio-productifs** dont la recherche d'efficacité est trop fondée sur l'intensification du travail (multiplication des contraintes pesant sur l'activité), et le management sur le diplôme.

L'analyse de ce qui se passe dans les pays voisins suggère que le fait que les travailleurs disposent de plus d'autonomie, de marges de manœuvre, de possibilités de s'exprimer et de participer aux décisions qui concernent leur travail mais aussi les organisations dans lesquelles ils travaillent est essentiel. Dans les pays dans lesquels la participation est plus forte, qu'il s'agisse d'une participation directe ou par le biais de leurs représentants, la situation des travailleurs est meilleure.

Il est sans doute grand temps non seulement d'emprunter à nos voisins ce qui semble une clef de leur réussite – la codétermination – mais sans doute d'aller encore plus loin par exemple, en redonnant aux représentants des travailleurs un poids équivalent aux représentants des apporteurs de capital comme le suggèrent Isabelle Ferreras, Julie Battilana et Dominique Méda dans le [*Manifeste Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer.*](#)

(copyright Liepp-Les Presses de Sciences Po)

« Que sait-on du travail ? » : des chercheurs du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (Liepp) de Sciences Po ont lancé un projet de médiation scientifique pour rendre accessibles à tous les résultats de plusieurs travaux de sciences sociales (économie, gestion, sociologie, science politique...) concernant la situation du travail en

France. *Lemonde.fr*, en collaboration avec le Liepp et Les Presses de Sciences Po, diffusera sur sa chaîne Emploi la trentaine de textes qui constituent ce projet.

Dominique Méda(professeure de sociologie, directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales/Université Paris Dauphine-PSL) et Maëlezig Bigi(sociologue, maîtresse de conférences au CNAM)